



MISE À JOUR DE LA FEUILLE DE ROUTE POUR UN ENGAGEMENT ENVERS LA SOCIÉTÉ CIVILE AU MALI 2021/2024

INFORMATION GÉNÉRALE

Document public

Approuvée le 13 juillet 2021

Fait partie d'une stratégie conjointe : Oui

Mise à jour de la feuille de route signée par : Allemagne, Belgique, Danemark, Délégation Union Européenne, Espagne, Finlande, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, République Tchèque, Suède, Suisse, Norvège

INTRODUCTION

L'UE au Mali et ses États membres (EM) ont adopté en 2014 un document stratégique intitulé « Feuille de route (FdR) de l'Union européenne pour l'engagement envers la société civile », qui découle de la Communication de 2012 « Les racines de la démocratie et du développement durable : l'engagement de l'Europe avec la société civile dans le domaine des relations extérieures¹. Ce document reflète la volonté de la Commission Européenne (CE) de ne pas réduire le rôle de la société civile à une contribution technique dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, comme prestataires de services, mais aussi d'appuyer les organisations de la société civile (OSC) en tant qu'acteurs de gouvernance, c'est à dire, leur donner une possibilité de se faire entendre et d'avoir un rôle dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation des politiques publiques. Il s'agit de construire le capital social de sociétés démocratiques et d'États redevables. La FdR cherche également à accroître la cohérence de la coopération européenne envers la société civile, à travers ses différents instruments et programmes, ainsi qu'à améliorer progressivement la coordination et l'échange de bonnes pratiques entre la DUE, les EM, autres partenaires techniques et financiers (PTF) européens associés (la Suisse et la Norvège).

La FdR a été renouvelée une première fois en 2017 pour la période 2018-2020. Quatre ans après, une nouvelle mise à jour pour la période 2021-2024 a été définie suite à des consultations auprès de la Délégation de l'UE au Mali, les représentants des EM, des PTF associés (la Suisse et la Norvège), les OSC locales et internationales (ONGI)², et tout ce dans le cadre de la préparation de la nouvelle Programmation NDICI³ 2021-2027.

Le document de programmation conjointe européenne (PCe) au Mali 2020-2024 spécifie dans ces modalités de mise en œuvre qu'elle assurera structurellement l'implication de la société civile, notamment dans son rôle d'interpellation de l'action gouvernementale et de plaidoyer citoyen pour un État de droit et la lutte contre la corruption. La PCe représente une opportunité pour renforcer le processus d'harmonisation, de coordination, de division du travail entre la DUE, les EM et autres PTF associées et favoriser que la société

¹ COM (2012) 492: <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0492:FIN:FR:PDF>

² Une enquête a été lancée auprès de 103 OSC/ONGI représentants la diversité de la société civile malienne. 86 OSC maliennes et 17 ONGI. 66 réponses ont été reçues. Le taux de réponse au sondage obtenu est de 64%. Même si cette analyse n'a pas pu être assez vaste pour une analyse quantitative complète, les données ont été analysées en vue de déterminer des tendances et des messages clés pour la construction de la présente FdR. Deux ateliers thématiques ont été organisés : un premier atelier concernant l'environnement propice, la préservation de la paix sociale et la cohésion sociale et un deuxième atelier concernant la gouvernance sectorielle.

³ L'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale

civile soit appréhendée comme une thématique transversale dans les différents secteurs de concentration conjointement avec les thématiques de genre et droits humains.

L'exercice de mise à jour de la FdR a eu lieu au moment où commencent à se définir les nouvelles actions de l'UE dans le cadre de la Programmation NDICI 2021-2027 pour l'Union européenne mais aussi des « Team Europe Initiatives » (TEI) qui ont été lancées conjointement par l'UE et ses EM. Dans le cadre de la Programmation NDICI, Trois TEI ont été définies : « Environnement et changement climatique », « Stabilisation du territoire au travers d'un meilleur fonctionnement de l'État » et « Faire de la jeunesse un acteur du changement et du développement du Mali ».

PARTIE I – BRÈVE ANALYSE DU CONTEXTE ET DES ENGAGEMENTS PASSÉS DE L'UE

Depuis les événements de 2012, marqués par la rébellion dans le Nord du pays et un coup d'État, l'extension des zones touchées par les conflits et l'extrémisme violent, principalement au Centre, a porté atteinte à la stabilité politique et institutionnelle du Mali, à un recul de la présence de l'État dans les zones en crise ainsi qu'un déficit de gouvernance qui affecte la capacité de l'État à répondre aux besoins des populations. Ce climat de violence rend difficile le redéploiement des autorités administratives ainsi que le travail des OSC qui jouent un rôle majeur dans ce contexte. Il a aggravé l'accès déjà très limité aux services sociaux de base dans un contexte d'extrême pauvreté qui a également provoqué des graves problèmes de cohésion sociale avec une augmentation des conflits interethniques, des conflits intercommunautaires, des conflits intergénérationnel ou relatifs au foncier rural. Par ailleurs, la désertification, le changement climatique a aussi désorganisé l'équilibre entre éleveurs et agriculteurs, qui est également exploité par l'extrémisme religieux, ce qui représente un facteur additionnel d'instabilité.

Le 18 août 2020, un coup d'État militaire a eu lieu après deux mois de manifestations contre le président Keïta qui a finalement présenté sa démission. Plusieurs plateformes de la société civile ont joué un rôle important à travers le mouvement de contestation, Mouvement M5-RPF⁴, qui a rassemblé politiquement membres de la société civile, partis politiques et religieux. Un gouvernement de transition a été mis en place.

Par ailleurs, la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix avance lentement. La faible présence de l'appareil d'État dans les régions Nord et Centre fait qu'il n'est pas vu comme un recours fiable pour dénoncer les cas de violation des droits humains. Il règne un sentiment général d'impunité dû à une justice inefficace à la suite de crimes ou exactions, ce qui provoque que les populations font de plus en plus appel à des milices, groupes d'autodéfense ou à des formes de justice traditionnelle. La lutte contre l'impunité et le rétablissement de la confiance des citoyens vis-à-vis des responsables politiques et des institutions sont indispensables à la réconciliation et la stabilisation du pays. Il est nécessaire d'aller au-delà de l'approche sécuritaire de court terme et prendre en compte la nécessité d'une approche de développement au profit des populations, avec un processus politique de réconciliation nationale qui implique massivement les jeunes et les femmes.

Le contexte actuel de crise politique dans le pays actuel avec le nouveau coup d'État de mai 2021, peut être considéré comme un énorme défi dû à l'instabilité politique. Cependant, il pourrait aussi constituer une opportunité pour explorer en ce moment des pistes de synergie pour mieux appuyer la société civile malienne à jouer son rôle de gouvernance autour d'institutions publiques davantage redevables et inclusives, comme l'a clairement exprimé la population malienne⁵.

A. MISE À JOUR SUR LES DÉVELOPPEMENT RÉCENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Dans ce contexte de sortie de crise, l'environnement dans lequel évolue la société civile malienne est marqué par les constats suivants :

Au Mali, il existe une société civile très développée, diversifiée et active. Certaines OSC assument un rôle incontestable concourant au quotidien à un meilleur accès des communautés aux services sociaux de base,

⁴ M5-RFP (Rassemblement des forces patriotiques).

⁵ lors des différents ateliers organisés dans le cadre de la mission de mise à jour de la FdR 2021-2024

y compris dans les zones à risques. Cependant, elles ont une capacité d'influence limitée dans la conduite des affaires publiques. Cette société civile dite classique, est faible dans sa structuration, peu redevable vis-à-vis de sa base, voire parfois cooptées par les autorités. Dans beaucoup d'occasions, elle se limite à un rôle de prestataires de services de base, en se spécialisant dans la recherche de fonds pour réaliser des activités ponctuelles, sans une vision de long terme.

D'autre part, une autre société civile plus jeune et plus dynamique est en train d'émerger. Il s'agit d'individus, de mouvements et de médias qui, d'une part, s'investissent auprès des communautés pour informer et sensibiliser sur les questions de paix, vivre ensemble, cohésion sociale, prise en compte du genre, etc. ; et d'autre part, qui relèvent et diffusent au quotidien les insuffisances et le déficit de gouvernance dans la conduite des politiques publiques et des programmes et des projets de développement. Ces acteurs émergents, qui sont souvent des jeunes et des femmes, ont fait preuve d'un dynamisme évident au travers d'initiatives citoyennes, utilisant les réseaux sociaux comme forme principale de communication. L'usage des nouvelles technologies (NTIC) a permis l'émergence de nouvelles voix sur les réseaux sociaux ou les blogs. Ces initiatives sont principalement actives dans les domaines de la politique (veille et contrôle d'action publique) et des droits humains.

Par ailleurs, depuis le début des années 2000, le Mali connaît une présence de plus en plus forte des associations religieuses musulmanes et de leurs leaders religieux dans le débat public. Forts du capital important d'influence dans l'organisation sociale des communautés et de leur investissement dans le social, ces mouvements ont renforcé leur rôle en suppléant dans certains cas l'État dans la prestation des services sociaux de base et en prenant une part importante dans le paysage médiatique, à travers des radios et chaînes de télévisions diverses. Cette connexion quotidienne et multiforme avec les communautés permet aux leaders et aux associations religieuses de mobiliser des masses importantes de citoyens autour des causes d'intérêt général et de s'imposer comme des acteurs que les décideurs publics doivent nécessairement prendre en compte dans les processus décisionnels.

Premièrement, en ce qui concerne l'environnement dans lequel évoluent les OSC, un des principaux problèmes et défis à résoudre pour améliorer l'environnement dans lequel elles opèrent, est l'insécurité. Des contraintes sécuritaires ont affecté la mise en œuvre des activités des OSC/ONGI dans certaines régions. Un plus grand soutien aux OSC de l'UE leur permettrait faire face aux exigences liées à la dégradation du contexte sécuritaire, ainsi qu'une participation accrue à l'élaboration des analyses et une politique collaborative de sécurité sur le plan national et local.

La société civile malienne évolue dans un environnement relativement propice. Les OSC bénéficient d'un cadre juridique assez favorable où les libertés d'association, de rassemblement, d'expression⁶ ne sont pas en risque bien que ces acquis restent fragiles vu la multiplication des interpellations de certains acteurs de la société civile en raison de leurs prises de position et/ou de leurs critiques contre les autorités⁷. Le cadre normatif malien présente cependant plusieurs lacunes qui peuvent constituer des obstacles à l'accès à la justice. En particulier, l'absence d'une loi criminalisant les violences basées sur le genre (VBG) ou la loi prévoyant la protection des victimes et témoins impliqués dans des procédures judiciaires qui empêche de nombreuses personnes d'accéder à la justice par peur des représailles.

En ce qui concerne les femmes, Il existe des fortes inégalités notamment dispositions législatives discriminatoires, prévalence des mariages forcés et des mariages précoces, persistance des mutilations génitales féminines (MGF) malgré leur incrimination depuis 1996, pratiques coutumières discriminatoires envers les femmes qui les empêchent de posséder des terres et d'hériter de leur mari, etc. La loi n° 2015 - 052 du 18 décembre 2015 qui vise à établir un équilibre dans la représentation des femmes et des hommes (30%) dans les instances de décision, subit des fortes oppositions, ce qui constitue un frein à l'instauration d'une véritable culture juridique en faveur de l'égalité de droits entre femmes et hommes dans le pays. Des

⁶ Les OSC enquêtées considèrent comme favorable (33,33%) et extrêmement favorable (38,60%), à hauteur de 72%, le soutien de la Communauté internationale pour améliorer l'environnement dans lequel opèrent les OSC.

⁷ L'affaire Ras Bath, l'enlèvement de journalistes, l'appel à la manifestation « Touche pas à ma Constitution », le mouvement du 5 juin, arrestation de journalistes et dirigeants de l'Homme pour « outrage à magistrat », etc.

efforts ont été déployés tant au plan législatif qu'institutionnel (Loi 052) pour améliorer la représentation des femmes dans les instances nominatives et électives. Dans les fonctions nominatives, la situation connaît une amélioration plus que dans les électives, notamment dans l'Assemblée nationale et au niveau du gouvernement. Cependant, l'enjeu persiste au niveau des circonscriptions des communes. Une présence renforcée des femmes dans la vie publique et politique et une protection efficace contre les VBG et les pratiques néfastes sont nécessaires.

Par ailleurs, comme indiqué dans l'enquête réalisée, les OSC peuvent contribuer à lutter contre la corruption, le népotisme, le sexisme et de nombreux autres fléaux qui biaisent le système judiciaire. Les organisations de défense des droits humains ont également un rôle essentiel à jouer pour surveiller, documenter et dénoncer les cas de violations des droits humains perpétrés par du personnel de sécurité, et pour agir afin qu'ils soient tenus responsables devant la justice et aider à rétablir un lien de confiance avec les populations⁸. Il faut également mettre en place des mécanismes pour prévenir et réprimer des actes frauduleux ou des violations des droits humains par des agents de l'État.

Les organisations faîtières (réseaux et plateformes de 4^{ème} niveau) de la société civile ne représentent pas un contrepoids significatif dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques. D'une part, la pratique de son action demeure limitée par l'absence d'un rôle reconnu dans le processus politico-décisionnel par les autorités publiques aux différents niveaux. D'autre part, leur action est affaiblie dû à leurs problèmes en matière de gouvernance interne, leur manque de communication avec leurs bases, l'insuffisance dans le positionnement et de représentativité dans les Groupes Thématiques par rapport aux enjeux de développement et aux questions d'actualités ainsi que leur politisation.

Elles ont des difficultés à mobiliser les citoyens ou dénoncer et combattre les dérives, les abus et les cas de mauvaise gouvernance, etc. Soutenir la société civile au niveau des régions représente un enjeu essentiel pour collecter des informations sur la manière dont la crise se manifeste au sein des communautés affectées (notamment au nord et au centre du Mali). Ces acteurs sont déterminants pour contribuer au processus de construction de la paix au Mali. Pour les impliquer, il est nécessaire de faire des recherches sur le terrain pour identifier les acteurs moteurs et renforcer leurs capacités afin qu'ils développent une vision plus stratégique afin que leurs interventions contribuent de manière plus efficace au processus de construction de la Paix. La diaspora malienne qui garde un fort attachement avec leur terroir d'origine (notamment dans la région de Kayes), a aussi un rôle à jouer dans la recherche de la paix et la cohésion sociale au Mali⁹.

Par ailleurs, la sphère de la société civile malienne est en train de s'élargir aujourd'hui, avec des acteurs et des modes d'expression nouveaux (NTIC) qui permettent l'émergence de nouvelles voix sur les réseaux sociaux ou les blogs. Ces acteurs émergents, qui sont souvent des jeunes et des femmes, ont fait preuve d'un dynamisme fort à travers d'initiatives citoyennes, utilisant les réseaux sociaux comme forme principale de communication.

Deuxièmement, en ce qui concerne le cadre et les conditions du dialogue des politiques publiques avec le Gouvernement, ceux-ci sont institutionnalisés et se réunissent régulièrement. Il existe une ouverture des autorités, avec la reconnaissance officielle de certains cadres de concertation et leur implication dans la formulation de certaines politiques publiques au niveau national. Au niveau du dialogue sectoriel, la participation des OSC varie en fonction des secteurs mais reste marginale, notamment en raison des faiblesses reconnues des capacités des organisations faîtières qui y participent. Une véritable culture de la redevabilité des gouvernements reste encore à asseoir.

Les plateformes d'OSC comme le FOSC (Forum des organisations de la société civile) et le CNSC (Conseil National de la Société Civile), participent formellement aux différentes revues sectorielles de la mise en

⁸ Lors de l'atelier de présentation de la FdR aux OSC, une OSC DH porta l'attention sur l'esclavage par ascendance qui persiste dans certaines régions du Mali comme Kayes.

⁹ Dans le développement local (construction d'infrastructures socio-sanitaires (écoles, centres de santé, hydraulique villageoise, pistes rurales, etc.) et dans la mobilisation d'initiatives en faveur de construction de la Paix comme le dialogue intercommunautaire (hommes, femmes, aînés et jeunes). A cette fin, les compétences et connaissances techniques pourraient être cartographiées et mobilisées, plus particulièrement dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, la justice etc.

œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023¹⁰, qui est la stratégie pays de lutte contre la pauvreté et qui a pour ambition d'améliorer la gouvernance sous toutes ses formes, politique, économique, sociale, en permettant plus de redevabilité, de transparence et de responsabilisation des citoyens et des communautés, et tout ce dans un environnement global de paix consolidée et de sécurité.

Dans ce sens, certaines OSC comme le Groupe de Suivi Budgétaire (GSB)¹¹ et la Coalition Alternative pour le Développement (CAD) sont impliqués dans la promotion de la transparence budgétaire et la lutte contre la corruption, et participent à ce titre à la Revue Budgétaire Conjointe tenue annuellement entre Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et Gouvernement (Ministère de l'Économie et des Finances principalement). La Fédération des ONG Internationales au Mali (FONGIM) est également présente dans le dialogue sectoriel au niveau de l'éducation alors que les OSC nationales ne sont pas représentées, du fait de leur faible coordination. Au niveau du secteur « environnement », certaines ONG sont invitées par le Gouvernement à différentes réunions de validation de documents stratégiques, aux réunions de comités de pilotage ou à des événements importants.

Dans ce sens, les PTF ont un rôle à jouer dans le renforcement de cette volonté politique à travers les cadres d'échanges existants comme les Groupes thématiques (GT)¹² alignés aux objectifs du CREDD, les revues des cadres sectoriels, les groupes thématiques des PTF (notamment éducation, santé, décentralisation, formation professionnelle, etc.), les comités de pilotage des différents programmes, etc., afin d'aider à créer des passerelles de dialogue et de compréhension entre l'État et les OSC. La société civile considère que les discussions reviennent souvent aux questions de financement et elles souhaiteraient la mise en place d'un espace de discussion qui permette des échanges réguliers de nature plus stratégique sous forme d'un Dialogue structuré européen (DSe), qui concernera tout aussi bien les questions politiques que la coopération. Les espaces de discussion existant se centrent dans la capitale, ce qui implique une faible participation des OSC représentants les droits et les voix de personnes vivant en situation de vulnérabilité des régions, notamment les jeunes et les femmes. Le défi de mise en œuvre d'un tel mécanisme de dialogue est l'identification des acteurs de la société civile sectoriels au niveau régional qui ont l'expérience sur le terrain. Pour cela, il est nécessaire sortir de Bamako et faire participer les OSC sectorielles au niveau des régions qui ont l'expertise¹³.

Au niveau de la décentralisation, les OSC participent également aux réunions de validation ou aux comités de pilotage mais pas de participation aux revues sectorielles annuelles ni au groupe thématique décentralisation. En général, les OSC considèrent que leur participation reste limitée à une prise de parole et leur capacité d'influencer le gouvernement est modérée. Des efforts restent à faire pour une réelle implication structurée des OSC dans la mise en œuvre des stratégies sectorielles au niveau national et local, et l'utilisation de l'aide au développement dans ce cadre. De plus, le processus de décentralisation constitue un véritable enjeu pour la société civile dans son rôle d'acteur du développement local et des réformes de gouvernance¹⁴.

¹⁰ Les 5 problématiques identifiées : (i) combler le déficit de gouvernance, (ii) assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, (iii) créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

¹¹ Le Groupe de Suivi Budgétaire a été impliqué sur l'opérationnalité des cantines scolaires et l'information/sensibilisation sur les procédures de gestion des fonds destinés aux cantines, ce qui a favorisé que certains élus ont décidé de transférer directement ces fonds aux Comités de Gestion Scolaire comme prévoient les textes.

¹² Une rationalisation est en cours, depuis septembre 2020, les GT ont été réduits à cinq : i) Économie inclusive et durable ; ii) Développement du capital humain et inclusion sociale ; iii) Développement institutionnel et gouvernance ; iv) Paix et sécurité ; v) Protection de l'environnement. Le GT « décentralisation et développement institutionnel » intègre les thématiques : processus de décentralisation, appuis aux OSC, Justice, État de droits.

¹³ Tel que spécifiquement exprimé par les OSC, lors de l'atelier thématique sur la gouvernance sectorielle organisée le 9 juin 2021, dans le cadre de la mission de mise à jour de la FdR 2021-2024.

¹⁴ La participation aux différents Comités d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement aux niveaux régional, cercle et commune (CROCSAD, CLOCSAD, CCOCSAD) est très importante. Il est nécessaire un renforcement des capacités des OSC locales pour faire entendre leurs voix.

Troisièmement en qui concerne l'amélioration des compétences techniques et des capacités de proposition des OSC, mise à part quelques acteurs avec un bon niveau de compétences techniques qui réussissent à influencer la gouvernance dans plusieurs secteurs et qui ont une stratégie d'action à moyen terme, les OSC ne sont généralement pas assez outillées pour articuler une critique constructive des politiques publiques, assurer un suivi au niveau de la mise en œuvre effective ou contrôle du budget sectoriel ou national. Le cloisonnement entre organisations ainsi que la faible collaboration entre les OSC et les instituts de recherche et le monde académique limitent leurs capacités de proposition et d'action, les flux d'information restant assez limités. Parmi les secteurs dans lesquels ces défaillances sont notables, on peut citer le suivi de la gestion des finances publiques et le contrôle du budget sectoriel ou national. La pratique de la transparence budgétaire est à renforcer au Mali, selon l'enquête sur le budget ouvert. Les espaces de participation au processus budgétaire sont très restreints¹⁵

Il est à noter également que malgré de nombreux acquis, les OSC souffrent de problèmes de gouvernance interne, manque d'alternance des mandats, faible circulation de l'information, faible transparence dans la gestion financière, faible articulation entre le niveau local et national ainsi que des conflits d'intérêts. Le renouvellement démocratique des organes et du leadership, ainsi que la professionnalisation et le fonctionnement démocratique des structures doivent être amorcés et appuyés afin de renforcer leur légitimité sociale et leur capacité à représenter et à dialoguer.

D'un autre côté, de nombreuses organisations, peu structurées pour la plupart, restent très actives notamment en zone rurale. Elles sont le relais des administrations déconcentrées auprès de communautés, ainsi que des OSC mieux structurées et subventionnées. Cette catégorie d'acteur est très peu audible au niveau des bailleurs en raison des procédures qui exigent une expérience et une capacité technique et financière qu'elles n'ont pas.

En ce qui concerne les ONGI de développement, il s'agit de partenaires très présents dans le domaine social et de la gouvernance, particulièrement au niveau local. Elles s'appuient souvent sur des OSC locales souvent mieux ancrées sur le terrain. Cependant pour une grande partie, les ONGI cherchent surtout à renforcer les capacités d'exécution des OSC par des appuis ponctuels, ce qui a contribué à maintenir les OSC locales dans une logique de prestataires de services de base (en matière de sécurité alimentaire, santé, éducation, eau et assainissement, etc.). Néanmoins, certaines ONGI travaillent selon une logique plus stratégique intégrant à la fois des fonctions de prestation de services et des fonctions d'éducation civique, de mobilisation sociale et/ou de plaidoyer. Elles développent de plus en plus une coopération étroite entre les OSC autour de différentes thématiques (amélioration de la gouvernance, défense des droits humains, questions liées au changement climatique, etc.) ainsi qu'avec les universités afin de combler les déficits de capacités en recherche et documentation pour développer un argumentaire solide dans le dialogue avec l'État, les bailleurs et le secteur privé.

Plusieurs plaidoyers ont été élaborés et portés par des plateformes/coalitions animées par une même vision de développement et consolidées dans leur rôle d'acteur de changement. Certains d'entre eux se sont impliqués dans les processus d'élaboration de texte de lois relatives aux politiques publiques¹⁶.

B. LEÇONS APPRISES SUR L'ENGAGEMENT DE L'UE/EM/PTF PRIS JUSQU'À PRÉSENT

¹⁵ Enquête sur le budget ouvert 2019. Transparence : 38/100 (un score de 61/100 ou plus indique que le pays est susceptible de publier suffisamment de documents pour favoriser un débat public informé sur le budget) participation du public : 4/100 ; contrôle budgétaire 43/100 ;

¹⁶ Quelques exemples de réussites ont été cités dans le cadre de l'enquête lancée pour l'actualisation de la FdR, où les OSC ont représenté une force de mobilisation et de proposition au travers des plaidoyers qu'ils ont organisé : analyse du projet de Loi finances (2019), plaidoyer pour le décret d'application de la loi relative à la protection des défenseurs des droits de l'homme, plaidoyer pour l'adoption de la loi 052, plaidoyer pour la révision de la loi des quotas genre loi électorale, plaidoyer pour l'abandon de l'avant-projet de la "Loi d'Entente Nationale", plaidoyer pour la prise en compte du volet sécurité alimentaire et moyens de production dans le CSCR, plaidoyer pour la prise en compte de la migration dans les PDSEC des communes et dans les budgets de certaines communes, etc.

L'UE a appuyé la société civile malienne par des projets spécifiques du Fonds européen de développement (FED) depuis le milieu des années 2000, avant même le démarrage du projet ARIANE (Appui et Renforcement des Initiatives des Acteurs Non Étatiques financé sous le 9ème FED). Entre 2012 et 2017, l'UE, le Danemark, la Suède, le Canada et la Suisse ont mis en place un Programme d'Appui aux Organisations de la Société Civile II (PAOSC II, 2012-2017) de €14,7 millions. Il s'agissait d'une expérience pionnière de mise en commun des ressources financières autour d'une stratégie concertée d'appui aux OSC. Cependant, bien que cet appui a été important pour le redressement de la société civile à la sortie de la crise de 2012, il s'est heurté à plusieurs difficultés : (1) la limite liée au choix de s'aligner sur les procédures d'un bailleur (DUE) sans s'assurer au préalable de la compréhension commune de son contenu (différentes règles applicables, les mécanismes et outils utilisés) et de la compatibilité avec les procédures des autres PTF ; (2) les dispositions insuffisantes pour permettre aux différents PTF d'avoir au fur et mesure une visibilité précise de l'évolution concrète de la mise en œuvre des actions, des résultats et impacts atteints, (3) Sur le plan technique et opérationnel, l'ancrage institutionnel du programme posait un problème. La durabilité du Fonds des organisations de la société civile (FOSC) était compromise sans le financement direct du PAOSC II. Entre 2018 et 2020, au sortir de cette expérience et étant donné leur chronogramme différencié des programmations, chaque PTF a décidé d'appuyer la SC séparément avec des programmes spécifiques qui sont en cours de mise en œuvre et en cours d'élaboration¹⁷.

En ce qui concerne le processus d'implication de la société civile dans la conduite des dialogues sectoriels afin d'assurer son rôle d'acteur de gouvernance et de redevabilité, il est entamé dans plusieurs secteurs : appui aux filières agricoles, à la décentralisation, à l'éducation, à l'environnement, aux finances publiques, à la formation professionnelle, à la jeunesse, etc. En général, dans le cadre de la mise en œuvre des différents projets et programmes de l'UE, les OSC participent aux réunions de validation de document, aux comités de pilotage ou à des événements importants. Comme cela a été vu plus haut, les OSC ne participent pas systématiquement aux réunions sectorielles PTF et PTF/Gouvernement¹⁸, mais sont régulièrement conviées à certaines revues sectorielles ou réunions-clé de validation de documents sectoriels stratégiques. Cependant, ces efforts devront être soutenus pour avoir une meilleure connaissance des OSC sectorielles, identifier leurs possibles rôles dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des approches sectorielles et renforcer leurs capacités pour qu'elles participent activement à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi de politiques et stratégies nationales.

Par ailleurs, comme indiqué lors de l'atelier avec la société civile organisé le 25 juin 2021, le processus de consolidation de la paix est un processus de longue haleine, les interventions devraient s'inscrire dans une durée plus longue pour ainsi soutenir des projets de longue durée plutôt que des projets et initiatives de courte durée qui ne garantissent pas souvent les changements escomptés.

Au niveau des États membres et des partenaires techniques financiers associés (Suisse et Norvège)

À l'heure actuelle, la plupart des EM/PTF associés à la FdR sont engagés ou préparent des programmes de développement social, d'appui à la jeunesse et/ou de gouvernance, s'adressant à la société civile du pays (voir détail des différents appuis des EM/PTF signataires dans l'Annexe 2). Bien que plusieurs EM interviennent principalement par le biais de leurs ONGI, la tendance semble être celle d'élargir et d'approfondir l'implication des OSC maliennes dans leurs programmes sectoriels. La plupart d'entre eux financent des projets où le mécanisme prédominant reste principalement des différentes formes d'appels à propositions qui favorise les ONGI ou les OSC bien organisées. Cependant, certains PTF, comme le Danemark, la France, la Suède, la Suisse, la Norvège, veulent développer des approches adressées aux acteurs émergents notamment les associations des jeunes avec des idées innovatrices en matière de gouvernance, de communication (NTIC), de gestion des conflits, etc. Dans ce sens, un effort est réalisé pour améliorer la connaissance de ces nouveaux acteurs d'une part, et d'autre part, il y a une volonté d'aller vers une plus grande flexibilité procédurale afin de pouvoir atteindre des organisations formelles comme

¹⁷ Étude de capitalisation du PAOSC II (2019)

¹⁸ Mis à part les ONGI dans le secteur de l'éducation.

informelles capables d'influencer la gouvernance et la performance des politiques sectorielles, aux niveaux central et local.

Le processus de la Feuille de route (FdR) au Mali est un processus d'apprentissage qui implique une nouvelle façon de travailler ensemble.

Deux missions de suivi de la mise en œuvre de la FdR 2018-2020, ont été réalisées en 2018 et en 2019¹⁹. Les leçons principales qui peuvent être tirées du processus jusqu'à présent sont :

- Un niveau d'appropriation faible par les EM. La FdR continue à être perçue comme un processus de la DUE, son contenu peu connu et son utilité questionnée.
- Les indicateurs et les cibles de la FdR sont restrictifs et s'adossent principalement sur le programme HIBISCUS financé sous le FED. Les actions des EM en faveur des OSC, ainsi que les actions dans les programmes sectoriels, sont faiblement prises en compte au niveau des indicateurs et des cibles.
- Le processus d'implication de la société civile dans la conduite des dialogues sectoriels afin d'assurer son rôle d'acteur de gouvernance et de redevabilité, est entamé.

La discussion durant la préparation de la nouvelle FdR s'est concentrée sur les nécessaires convergences entre coopération et dialogue politique. Un large consensus existe désormais sur la valeur potentielle d'un tel exercice de convergence des approches et des instruments et sur le besoin d'unir les forces pour un appui plus cohérent et effectif à la société civile dans le pays.

L'UE, les EM et la Suisse et la Norvège, se sont accordés sur la Programmation conjointe (PCe) 2020-2024 signée en juillet 2020, qui cherche à renforcer la coopération entre les différentes partenaires signataires de façon plus cohérente et plus stratégique, ainsi qu'établir des positions et des messages communs. Elle ambitionne de développer une stratégie plus ciblée, dynamique et pragmatique, capable d'une part, de faciliter une meilleure répartition technique des tâches/ du travail entre les parties prenantes de la PCe, et d'autre part, d'améliorer le dialogue politique avec les différentes parties prenantes : gouvernement, société civile et secteur privé. La PCe cherche à renforcer la transparence budgétaire, les capacités de la société civile pour participer dans les processus politiques et budgétaires au niveau sectoriel, central et décentralisé, l'institutionnalisation progressive et systématique de cette participation aux phases de programmation, mise en œuvre et évaluation.

Cependant, bien que des efforts sont faits pour chercher des complémentarités thématiques et géographiques dans le cadre de la nouvelle programmation conjointe 2020-2024 (signée en juillet 2020), le calendrier des différentes programmations ne coïncide pas. L'UE démarre sa nouvelle programmation en 2021. Alors que plusieurs EM ont tous leurs fonds déjà alloués et ne peuvent pas rejoindre une initiative conjointe jusqu'à la fin 2022 lors de leur propre nouvelle programmation. Néanmoins, la FdR est vue comme un outil d'inspiration qui peut marquer une logique de travail lors de l'identification et la mise en œuvre opérationnelle de leurs différents instruments de coopération pour appuyer la société civile.

De plus, un engagement avec la société civile pour accroître son rôle dans la gouvernance, implique aussi une approche plus « politique » de cette relation. La réussite de cette relation dépend de la capacité de l'UE/EM/PTF associés d'assumer ce leadership en conduisant un dialogue stratégique avec les OSC afin de partager leurs visions et préoccupations en vue de les remonter lors du dialogue politique. Les OSC considèrent que le soutien politique de l'UE/EM/PTF associés à travers l'appui à leurs plaidoyers peut être un précieux allié, pour attirer l'attention des décideurs sur les besoins de certains groupes sociaux, sur l'impact social de certains dysfonctionnements ou encore sur les réponses aux défis proposés par des OSC.

En résumé, on peut retenir que la contribution des OSC est primordiale pour jeter les bases d'une stabilité du pays pérenne, une bonne gouvernance et un développement durable. Elle est d'une importance avérée à la définition, à la mise en œuvre et l'évaluation des priorités sectorielles, comme l'expérience l'a montré par l'exemple dans le secteur de l'éducation, du développement agricole, de la transparence budgétaire,

¹⁹ Voir les rapports de suivi 2018 et 2019 de la FdR (2018-2020).

etc. Toutefois, cette participation des OSC mérite d'être renforcée notamment sur des domaines liés à la gouvernance sectorielle (y compris en cas d'appui budgétaire). Aussi, la crédibilité des OSC et leur capacité d'influence reposant sur la pertinence de leur positionnement et sur l'efficacité des actions qu'elles mènent en direction des bénéficiaires, leur accompagnement technique et le renforcement de leurs capacités sont un préalable à leur engagement sectoriel.

PARTIE II – STRATÉGIE DE L'UE ET PLAN D'ACTION POUR L'ENGAGEMENT ENVERS LES OSC

La vision de la nouvelle FdR est de promouvoir une approche intégrale conjuguant un environnement propice pour la société civile afin qu'elle puisse contribuer comme acteur de gouvernance démocratique et de paix sociale, promouvoir la gouvernance sectorielle et renforcer les capacités des OSC pour qu'elles deviennent des acteurs crédibles de développement.

Dans ce but, trois objectifs avec une vision à long-terme ont été identifiées suite à une série d'échanges avec les EM, la Suisse et la Norvège ainsi que les représentants de la société civile. Ces trois priorités globales ont été ensuite déclinées en résultats et actions.

- OBJECTIF 1 : « Promouvoir un environnement propice pour la société civile, la préservation de la Paix et la cohésion sociale » : UE/EM/Suisse/Norvège promeuvent que la société civile malienne participe aux actions en faveur de la paix dans une optique de préservation de la Paix.
- OBJECTIF 2 : « Appuyer une meilleure gouvernance sectorielle participative et inclusive prenant en considération les secteurs identifiés dans la programmation conjointe européenne » : UE/EM/Suisse/Norvège appuient la participation des OSC à la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques au niveau sectoriel, national et local et à la transparence des processus budgétaires dans les secteurs prioritaires de coopération.
- OBJECTIF 3 : « Soutenir le renforcement des contributions des OSC au processus de développement et de gouvernance » : UE/EM/Suisse/Norvège soutiennent le renforcement des capacités des OSC dans son développement institutionnel comme acteur crédible de la gouvernance.

La nouvelle FdR va permettre à l'UE/EM/Suisse/Norvège de mieux aligner les différents appuis à la société civile dans une logique de « transversalisation » (*mainstreaming*) à travers les secteurs et leurs instruments respectifs de coopération. La stratégie intègre une approche basée sur le droit en vue de développer un esprit de citoyenne et citoyen actif. Elle intègre une dimension genre et la promotion des jeunes dans ses trois objectifs globaux.

C. STRATEGIE D'ENGAGEMENT ENVERS LES OSC PAR RAPPORT A L'ENGAGEMENT DE L'UE AU MALI ET À L'AGENDA 2030 ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Objectifs pour l'engagement de l'UE envers la société civile malienne		Secteur et priorité de la Commission	Objectifs de développement durable (ODD)
1. Promouvoir un environnement propice pour la société civile, la préservation de la Paix et la cohésion sociale	1.1 Des efforts de dialogue sont déployés par l'UE/EM/Suisse/Norvège afin de promouvoir un environnement propice à la société civile au Mali	<ul style="list-style-type: none"> - Implication de la société civile, le secteur public et le secteur privé - Gouvernance, paix et sécurité - Sauvegarde des droits fondamentaux l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes 	ODD 5: Lutter contre les discriminations et contre les violences faites aux femmes, l'accès des femmes à des fonctions de direction et de décision et l'accès universel aux droits sexuels et reproductifs.

	<p>1.2 La promotion du genre est placée au centre des priorités des responsabilités du Gouvernement.</p> <p>1.3 La société civile participe activement à la mise en œuvre des accords et stratégies de Paix et la réconciliation du Mali, dans une optique de préservation de la stabilité notamment dans les régions du nord et du centre²⁰</p>		<p>ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous</p> <p>ODD 17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser</p>
<p>2 Appuyer une meilleure gouvernance sectorielle, participative et inclusive prenant en considération les secteurs identifiés dans la PCe</p>	<p>2.1 La participation au processus de décision de la société civile (en particulier les femmes, les filles et les jeunes) est appuyée, notamment dans les cadres existants de dialogue État-société civile au niveau sectoriel, national et local</p> <p>2.2 La société civile est appuyée pour assurer un meilleur suivi de la gestion des finances publiques à tous les niveaux et pour lutter contre la corruption.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Un Pacte Vert - Alliance pour une croissance durable - Implication de la société civile, le secteur public et le secteur privé - Augmenter le capital humain tel que santé, éducation et compétences 	<p>ODD 4 : Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité</p> <p>ODD 13 : Lutter contre les changements climatiques.</p> <p>ODD 16</p> <p>ODD17</p>

²⁰ l'Accord pour la Paix et la réconciliation du Mali issu du processus d'Alger, la mise en œuvre de la Stratégie de stabilisation de centre de Mali, qui comprend le Plan de sécurisation intégrée des régions du Centre (PSIRC) parmi d'autres Accords.

<p>3 Soutenir le renforcement des contributions des OSC au processus de développement et de gouvernance</p>	<p>3.1 Les capacités des OSC sont renforcées pour leur permettre de s'ériger en tant qu'acteurs de gouvernance et développement dans les secteurs prioritaires de la Programmation NDICI.</p> <p>3.2 L'émergence de réseaux d'organisations de la société civile structurées, compétentes, indépendantes et crédibles est facilitée au niveau national, local, et sectoriel.</p> <p>3.3 La viabilité financière de la société civile locale est renforcée par le biais de mécanismes durables de financement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Implication de la société civile, le secteur public et le secteur privé - Augmenter le capital humain tel que santé, éducation et compétences 	<p>ODD16</p> <p>ODD 17</p>
--	--	--	----------------------------

D. PLAN D'ACTION

OBJECTIF 1 : « Promouvoir un environnement propice pour la société civile, la préservation de la Paix et la cohésion sociale »: l'UE/EM/Suisse/Norvège appuie une société civile capable d'agir comme acteur de gouvernance démocratique et de paix sociale.

Principaux enjeux et défis :

- L'amélioration de la transparence dans l'action de l'État, la participation de la population sur l'ensemble du territoire - notamment des femmes, des filles et des jeunes - aux processus de décision, et la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation sont particulièrement cruciaux pour l'avenir du Mali.
- Apporter plus de soutien politique et technique aux OSC pour faire face aux exigences liées à la dégradation du contexte sécuritaire.
- Le dialogue UE/PTF avec la société civile est intermittent. Il est nécessaire de favoriser la connaissance mutuelle et les relations de travail entre l'UE/EM/pays associés (Suisse, Norvège) et la société civile malienne, ainsi que développer une approche cohérente et coordonnée en matière d'appui et de dialogue concernant la SC malienne.

RÉSULTATS	ACTIONS	MOYENS ET ACTEURS (INSTRUMENT)
1.1 Des efforts de dialogue sont déployés par l'UE/EM/Suisse/Norvège afin de promouvoir un environnement propice pour la société civile au Mali	<ul style="list-style-type: none"> - Dynamiser la coordination UE/EM/Suisse/Norvège sur la société civile pour maintenir une compréhension commune et mise à jour de la société civile malienne ; assurer le suivi des objectifs définis dans la feuille de route sur l'engagement de l'UE envers la société civile malienne 2021-2024. - Établir un Dialogue structuré européen (DSe) avec la société civile afin de valoriser dans le dialogue politique avec l'État une plus grande prise en considération du rôle incontournable des OSC dans le développement. Mettre en place un DSe à trois niveaux : 1^{er} niveau : Dialogue sectoriels européen avec un lien direct avec la PCe, 2^{ème} niveau : Rencontres multisectorielles chaque six mois ou un an ; 3^{ème} niveau : DSe à plus haut niveau. Le DSe a comme objectif : <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des canaux de communication plus réguliers qui favorisent un climat de confiance et de travail en commun ; • Traiter tout aussi bien des questions de coopération que politiques et faciliter des échanges stratégiques sur des questions qui préoccupent la société civile. • Porter les messages des OSC (dialogue stratégique) au niveau des Groupes thématiques (GT) alignés aux objectifs du CREDD, notamment le GT « décentralisation et développement institutionnel »²¹, Groupes thématiques sectoriels des PTF²², les revues des cadres sectoriels, afin d'aider à créer des passerelles de dialogue et de compréhension entre l'État et les OSC (les réunions du DSe pourraient se tenir avant les revues des cadres sectoriels). 	<p>Groupe de travail UE/EM/Suisse/Norvège sur gouvernance et rôle de la société civile</p> <p>Aucun instrument technique ou financier n'est nécessaire</p> <p>Dialogue politique dans le cadre NDICI</p> <p>Dialogue structuré Européen (DSe) UE/EM/Suisse/Norvège/OSC</p> <p><u>UE</u> : Programme HIBISCUS 2018-2022</p> <p>Le suivi de la FdR sera une composante au niveau du Secrétariat de suivi de la Programmation conjointe européenne (PCe)- Facilité de coopération technique (TCF)</p>
1.2 La promotion du genre est placée au centre des priorités des responsabilités du Gouvernement.	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller l'application effective de la loi n°2015- 052 sur le quota des 30% au profit des femmes dans les postes nominatifs et électifs. Une attention particulière sera portée par rapport aux postes électifs au niveau des circonscriptions de petite taille afin d'assurer la parité. - Accélérer la mise en œuvre du plan d'action national sur la mise en œuvre de la résolution 1325, notamment au niveau décentralisé. - Appuyer le déblocage du projet de loi contre les violences basées sur le genre (VBG). - Organiser des rencontres avec les OSC actives dans le domaine des droits des femmes pour discuter des actions politiques, de l'implication des femmes dans le Processus issu de l'Accord de Paix et de la situation du genre. 	<p><u>UE</u> : Programme Spotlight initiative IEDDH</p> <p><u>EUCAP Sahel Mali</u></p> <p><u>Danemark</u> : FAMOC (2018-2022) et via l'appui à ONU FEMMES</p> <p><u>Espagne</u> : projets VBG_ONG espagnoles/OSC</p> <p><u>France</u> : PISCCA 2022, le fonds de soutien aux organisations féministes</p>

²¹ qui intègre les thématiques : Justice et État de droit, processus de décentralisation et développement institutionnel, processus démocratique et appuis aux OSC, lutte contre la corruption et Élections

²² appui aux filières agricoles, à la décentralisation, à l'éducation, à l'environnement, aux finances publiques, à la formation professionnelle, à la jeunesse, etc.

	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la diffusion/vulgarisation des droits des femmes et du contenu de leurs droits (violence basée sur le genre, les violences domestiques, etc.) - Appuyer des actions décentralisées de genre au niveau des régions. - Appuyer le travail réalisé par les OSC féminines concernant le droit des femme et l'accès au foncier qui est une contrainte économique important par rapport à sa mise en valeur ou exploitation. - Soutenir la planification et budgétisation sensible au genre au niveau décentralisé (PBSG) dans le cadre des Plan de développement social, économique et culturel (PDSEC) au niveau des communes. - Accélérer et faciliter la digitalisation des femmes comme élément d'émergence du leadership féminin, notamment des jeunes. - Améliorer la participation des jeunes et des femmes au processus électoral et étudier les impacts des leaderships des jeunes et des femmes notamment concernant leur engagement et participation aux élections à venir. 	<p>(AFD) et le projet d'appui aux organisations féministes au Sahel (EF)</p> <p><u>Belgique</u> : coopération bilatérale ONG belges/OSC (via ONU Femme)</p> <p><u>Suisse</u> : Cofinancement avec USAID un programme EMERGE- 2^{ème} phase (2020-2024)</p>
<p>1.3 La société civile participe activement à la mise en œuvre des accords et stratégies de Paix et la réconciliation du Mali, dans une optique de préservation de la stabilité notamment dans les régions du nord et du centre²³.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir et appuyer, par le dialogue politique, la participation des OSC (en particulier des jeunes et des femmes) dans le suivi de la mise en œuvre de l'Accord de Paix et la lutte contre l'impunité des violations des droits humains ; appuyer des actions d'appropriation de l'Accord de Paix par les populations. - Appuyer les OSC à réaliser des actions de préservation de la sécurité/paix, de renforcement de la cohésion sociale et du vouloir vivre ensemble (selon les objectifs du Plan de Sécurisation Intégrée des Régions du Centre (PSIRC)). - Soutenir les mécanismes de coordination et les cadres de consultations entre les Forces sécurité intérieure (FSI) et la société civile malienne. - Appuyer les OSC dans leur rôle de conscientisation et de mobilisation citoyenne par la mise en œuvre d'actions d'éducation civique (en ciblant notamment les jeunes des régions les plus instables²⁴) et contribuent au renforcement de la confiance entre les citoyens et l'État. 	<p><u>UE</u> : Programme HIBISCUS</p> <p>Programme Jeunesse et stabilisation (PROJES) (2018-2021)</p> <p>Programme au titre de l'instrument de stabilité pour appuyer la sortie de crise au Mali</p> <p><u>EUCAP Sahel Mali</u> projet de rapprochement Forces de sécurité intérieure (FSI) et la société civile ;</p> <p><u>Danemark</u> : contribution à l'UE dans le cadre du PSIRC pour l'opérationnalisation des Pôles Sécurisés de développement et de gouvernance (PSDG) + FAMOC (appui</p>

²³ l'Accord pour la Paix et la réconciliation du Mali issu du processus d'Alger, la mise en œuvre de la Stratégie de stabilisation de centre de Mali, qui comprend le PSIRC, parmi d'autres Accords.

²⁴ Favorisant un dialogue intergénérationnel permettant de réduire les tensions entre jeunes et aînés.

	<ul style="list-style-type: none"> - Prévenir les conflits dans la gestion du foncier pastoral entre agriculteurs et éleveurs, conflits qui menacent la paix sociale et la cohésion des communautés au niveau local - Réaliser conjointement avec les OSC dans les régions du nord et du centre des campagnes de prévention de la radicalisation des jeunes à travers la promotion de l'éducation citoyenne (via l'éducation, les universités, les responsables religieux, les médias, relais d'opinion notamment les artistes²⁵). - Appuyer les OSC à participer aux débats publics réunissant les autorités, les chefs traditionnels et les leaders religieux (une attention particulière sera prêtée à favoriser la participation des jeunes et des femmes dans ces débats multi-acteurs). 	<p>aux moteurs de changement) 2018-2022.</p> <p>France (AFD) : projets réconciliation et cohésion sociale (dans le cadre des projets de stabilisation) + projets CdCS²⁶ (fonds de stabilisation) + projets Sécurité et développement au nord et au centre du Mali (SDNM) 2 et 3 frontières (AFD).</p> <p>Allemagne : Projet d'appui au processus de stabilisation et de Paix (2016-2021).</p> <p>Belgique : Programme de développement dans la région de Koulikoro.</p>
<p>OBJECTIF 2 : « Appuyer une meilleure gouvernance sectorielle participative et inclusive prenant en considération les secteurs identifiés dans la PCe ». UE/EM/Suisse/Norvège appuient la participation des OSC à la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des politiques publiques au niveau sectoriel, national et local et à la transparence des processus budgétaires dans les secteurs prioritaires de coopération.</p>		
<p>Les enjeux et défis:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les contributions des OSC dans la gouvernance sectorielle tout aussi bien au niveau national qu'au niveau local, restent encore limitées. ➤ Une faible participation des OSC représentants les droits et les voix de personnes vivant en situation de vulnérabilité et groupes minoritaires/marginalisés (enfants, femmes, jeunes, personnes avec un handicap, etc.). ➤ La mauvaise gouvernance reste un problème important. Elle ne permet pas une mise en œuvre efficiente des politiques publiques. 		
RÉSULTATS	ACTIONS	MOYENS ET ACTEURS (INSTRUMENT)
2.1 La participation au processus de décision de la société civile (en particulier les femmes et les jeunes) est appuyée, notamment dans les cadres existants de	Facilitation et appui technique aux dialogues sectoriels entre l'administration et les OSC dans les secteurs identifiés comme prioritaires. Ces appuis permettront de préparer les	PROCESSUS DE FORMULATION DES PROGRAMMES DANS LE CADRE DE LA NOUVELLE PROGRAMMATION NDICI 2021-2024 ET LES PROGRAMMATIONS DANS LE CADRE DES FUTURES COOPÉRATIONS BILATÉRALES : UE,

²⁵ Comme acteurs de mobilisation contre l'extrémisme.

²⁶ Centre de Crise et de Soutien

dialogue État-société civile au niveau sectoriel, national et local	<p>conditions pour une meilleure prise en compte des OSC dans les futures interventions (projets ou approches sectorielles (ABS), appuis budgétaires (ABG)²⁷ à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'une analyse conjointe de type économie politique de la société civile malienne ; - Des études complémentaires pour l'identification d'acteurs clés de la société civile sectorielle (cartographies sectorielles sensibles au genre) ; - La participation à des espaces de dialogue institutionnalisés dans les différents secteurs couverts par la stratégie nationale CREDD (cadres de concertations sectoriels) avec une action de soutien politique si nécessaire (en relation avec l'objectif 1 de la FdR); en lien avec le DSe (niveau 1, 2 et 3). - Des apports d'expertise/études spécifiques aux OSC sur la préparation et le suivi des politiques sectorielles ; - Mise à disposition d'ingénierie sociale pour accompagner leur plaidoyer, des appuis via des subventions de fonctionnement à des organisations ou coalitions d'organisations à valeur ajoutée reconnue dans l'analyse et le suivi sectoriel - La facilitation d'un développement plus inclusif faisant intervenir à l'échelle des territoires l'ensemble des acteurs : les collectivités territoriales, les différentes familles d'acteurs de la SC et le secteur privé²⁸. - Soutien des actions promouvant des incitatives de jeunes et de femmes comme citoyens et citoyennes actifs et actives (prise en compte des acteurs émergents de la société civile : inclusion sociale des jeunes dans une société qui traditionnellement confère le pouvoir aux 'aînés'). Accès aux instances décisionnelles de la gouvernance locale et à leur réseautage en tant que force sociale. <p>L'ensemble des secteurs retenus dans la PCe 2020-2024 sera ciblé, avec un focus sur :</p> <p>Le secteur de la justice et de l'État de droit: La société civile promeut la mise en place d'une justice plus accessible et crédible et la défense des droits humains :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Permettre à la SC de participer activement au dialogue sectoriel concernant la justice et les droits humains y compris les droits des femmes et des enfants avec le Gouvernement. - Soutenir des initiatives de la SC pour une meilleure prise en considération des droits des citoyens (cliniques juridiques). 	<p>Belgique, Luxembourg, Danemark, Suisse (2021-2022)</p> <p>PROGRAMMES EN COURS</p> <p><u>UE</u> : Dialogue sectoriel PTF/GT dans le cadre du DSe (niveau 3)</p> <p>Programme HIBISCUS Axe 2 : Les OSC contribuent au développement local et à la bonne gouvernance des entités décentralisées.</p> <p>Programme Jeunesse et stabilisation (PROJES) (2018-2021)</p> <p>IEDDH</p> <p><u>Suède</u> : Programme de gouvernance locale et démocratique (GLD) (2005-2021)</p> <p><u>France</u> : PISCCA 2020-2022</p> <p><u>Danemark</u> : FAMOC (2018-2022)</p> <p><u>Suisse</u> : cartographie des acteurs émergents de la société civile (analyse sur la jeunesse rurale/urbaine, dans le secteur des médias, dans le milieu artistique et culturel).</p> <p>Le secteur de la justice et de l'État de droit:</p> <p><u>UE</u> : Appui à la réforme de l'État et la consolidation de l'état de droit 2018-2020 (SBC III)</p>
---	--	--

²⁷ Identifier les rôles possibles des OSC dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des approches sectorielles (appui budgétaire, appui budgétaire sectoriel, aide projet). Une attention sera portée à la transparence des politiques publiques, et à la redevabilité vis-à-vis des citoyens dans les approches sectorielles. Un accompagnement au dialogue sectoriel et à la participation des OSC dans le suivi de ces politiques publiques y inclus sur le plan budgétaire sera développé. La budgétisation sensible au genre sera favorisée.

²⁸ En lien avec la feuille de route de l'UE pour un engagement avec les autorités locales au Mali.

	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer la question de la promotion et la protection des droits humains dans toutes les actions et initiatives. - Améliorer l'accès à la justice : appuyer financièrement les OSC intervenants dans le domaine de la justice (dossiers judiciaires, formation et renforcement de capacité des intervenants (es), appuyer les OSC dans la sensibilisation et information des communautés sur l'accès à la justice. <p><u>Le secteur de la formation professionnelle : les initiatives visant le renforcement du pouvoir économique des jeunes des femmes et des personnes handicapées sont promues (lié au TEI: jeunesse) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le pouvoir économique des jeunes, des femmes et des personnes handicapées et leurs OSC respectives (appui aux initiatives économiques, accès à l'information, renforcement de capacité sur les techniques innovatrices, l'entrepreneuriat, l'offre et l'accès à la formation professionnelle) tout en valorisant les activités économiques de ces derniers pour leur émancipation. - Établir un espace de dialogue entre le secteur privé et les jeunes sur l'employabilité des jeunes et le parrainage des jeunes par le secteur privé. <p><u>Le secteur des filières agricoles (lié à la TEI Changement climatique):</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la gouvernance sectorielle et diminuer les conflits liés à la gestion des ressources grâce à la mise en place de dispositifs de cogestion (filière halieutique) - Renforcer les capacités des acteurs de la filière pour une meilleure gouvernance et le développement durable de la chaîne (filière riz) - Promouvoir le rôle économique des jeunes, des femmes et groupes vulnérables <p><u>Le secteur de l'environnement et le changement climatique (lié à la TEI Environnement et changement climatique): le rôle de la SC dans la gestion des ressources naturelles (RN) est renforcé et coordonné</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la veille citoyenne sur la préservation des ressources minières et la mise en œuvre des réglementations en vigueur ; - Appuyer la SC dans ses plaidoyers sur les enjeux des ressources naturelles, de dénonciation des trafics et dans son rôle d'information/sensibilisation des citoyens vis-à-vis des RN. <p><u>Le secteur éducation:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les Comités de gestion scolaires (CGS) pour qu'ils jouent un rôle important dans la planification de la vie de l'école à travers les "projets d'école", en appuyant les 	<p><u>Le secteur de la formation professionnelle :</u></p> <p><u>UE :</u></p> <p>Projet Jeunesse et stabilisation (PROJES)</p> <p>Fonds Fiduciaire-SNV: Projet pour la création d'emplois pour les jeunes au Mali</p> <p><u>Fonds fiduciaire d'urgence (FFUE-OIM) / Espagne :</u> pour la protection et réintégration des migrants (Coopération déléguée)</p> <p><u>Fonds Fiduciaire/France (AFD) :</u> Projet d'appui à l'investissement de la diaspora malienne dans les régions d'origine (Coopération déléguée)</p> <p><u>Danemark :</u> Fonds d'appui de création de PME Start up par des jeunes (FACEJ)</p> <p><u>Le secteur des filières agricoles :</u></p> <p><u>UE/ENABEL/France :</u> Programme d'appui à la filière halieutique (PAFHa+) (2016-2023)</p> <p>Programme sécurité alimentaire, nutritionnelle et agriculture durable (SANAD), focus sur la filière rizicole</p> <p><u>Danemark :</u> des filières agricoles inclusives (INCLUSIF)</p> <p><u>Suisse :</u> Programme aux filières agropastorales (PAFA) et de l'élevage (PASEM) (2014-2021)</p> <p><u>France :</u> Programme appui à la relance des filières agricoles</p> <p><u>Le secteur de l'environnement et le changement climatique :</u></p>
--	--	---

	<p>structures décentralisées et pour demander des comptes quant aux dépenses budgétaires en faveur du fonctionnement des écoles.</p> <p><u>Le secteur sécurité (EUCAP)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Appuyer et renforcer les capacités des OSC spécialisées pour participer activement à la gouvernance et la réforme de secteur de sécurité. - Appuyer l'implication de la SC dans le renforcement de la transparence, redevabilité et de l'intégrité du secteur de sécurité (lutte contre la corruption et l'impunité) - Renforcer les capacités de la SC pour participer à élaboration et la mise en œuvre des plans nationaux de stabilisation et de sécurité, tels que les cadres de concertation et les comités consultatifs de sécurité. - Appuyer les initiatives de la SC qui visent au rapprochement entre la population et les forces de défense et sécurité (communication, compréhension, coopération). 	<p><u>Suède</u> : Fonds Climat Mali phase III (2021-2025)</p> <p><u>France</u> : FONABES et PISCCA : Projet de développement durable Wash Ménaka</p> <p><u>Le secteur éducation: UE</u> : Programme d'appui à l'inclusion scolaire au Mali (PAIS)</p> <p>Programme OSC&AL (subvention directe Secours Islamique France)</p> <p><u>Le secteur sécurité</u></p> <p><u>EUCAP Sahel Mali</u></p> <p><u>UE</u> : Projet Jeunesse et stabilisation (PROJES)</p>
2.2 La société civile est appuyée pour assurer un meilleur suivi de la gestion des finances publiques à tous les niveaux et pour lutter contre la corruption.	<p>Améliorer le rôle des OSC dans le suivi du budget au niveau national, local et au niveau des budgets sectoriels concernés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Faciliter et appuyer l'émergence de coalitions multi-acteurs (avec secteur privé et monde académique) en stimulant des activités communes à travers de recherches, des rencontres sur certains thèmes ciblés pour améliorer leurs capacités de propositions et actions de plaidoyer. -Accompagner l'émergence d'OSC et de plateformes d'OSC qui ont pris de l'envergure notamment dans le plaidoyer pour une meilleure gouvernance budgétaire. -Développer et renforcer des outils en matière d'évaluation et de contrôle budgétaire. -Soutenir les OSC à demander la restitution publique des comptes administratifs aux présidents des exécutifs locaux : maire, président de conseil des cercles et président du conseil régional. -Appuyer des initiatives innovantes de la société civile pour la lutte contre la corruption. -Favoriser que l'expérience acquise par les OSC soit reconnue et utilisée par les pouvoirs publics notamment l'Assemblée nationale, la Cour des comptes. -Favoriser la collaboration entre les OSC spécialisées en matière de gouvernance financière et les entités de contrôle de l'action publique et de redevabilité, 	<p><u>UE</u> :</p> <p>Programme d'appui à la réforme de l'État et la consolidation de l'État de droit 2018-2020 (SBC III)</p> <p>Mesures d'accompagnement dans les appuis budgétaires</p> <p>Programme HIBISCUS (Axe 1-2)</p> <p><u>Suisse</u> : Nouveau programme en cours d'identification. Participation des jeunes dans la lutte contre la corruption (2021-2032).</p>

	notamment le Bureau vérificateur qui dénonce les cas de fraude à la justice et participe à l'amélioration de la gestion des finances publiques.	
OBJECTIF 3: « Soutenir le renforcement des contributions des OSC au processus de développement et de gouvernance ». UE/EM/Suisse/Norvège soutiennent le renforcement des capacités des OSC dans son développement institutionnel comme acteur crédible de la gouvernance.		
<p>Les enjeux et défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'évolution du dialogue entre l'État et la société civile suppose que les OSC soient en mesure d'être des forces de propositions, de produire des analyses de fond fondées sur des données solides émanant d'OSC compétentes, indépendantes et crédibles ➤ Les faibles capacités techniques des réseaux associatifs et structures de coordination en matière de dialogue politique ne leurs permettent pas de jouer un rôle reconnu de gouvernance. ➤ De nombreuses organisations peu structurées pour la plupart mais qui restent très actives notamment en zone rurale. Elles sont le relais des administrations déconcentrées auprès de communautés, ainsi que des OSC mieux structurées et ONGI. Cette catégorie d'acteur est très peu audible au niveau des bailleurs en raison des procédures qui exigent une expérience et une capacité technique et financière qu'elles n'ont pas. ➤ Faible mobilisation des ressources endogènes pour le financement des OSC + forte dépendance aux financements extérieurs. Les pouvoirs publics, aux niveaux central et local, n'ont pas prévu un dispositif de soutien aux activités des OSC. 		
RÉSULTATS	ACTIONS	MOYENS ET ACTEURS (INSTRUMENT)
3.1 Les capacités des OSC sont renforcées pour leur permettre de s'ériger en tant qu'acteurs de gouvernance et développement dans les secteurs prioritaires de la programmation conjointe 2021-2024.	<ul style="list-style-type: none"> - Inscrire un volet société civile affecté de crédits dans les programmes ou appuis sectoriels, afin de garantir : (a) une réelle implication de la société civile dans l'identification des besoins prioritaires et dans l'élaboration des politiques et programmes ; (b) le renforcement de l'expertise des OSC et l'élaboration de stratégies d'action ; (c) un contrôle citoyen des programmes et de l'action publique, au niveau national, régional et local ; (d) un suivi – évaluation des programmes et de l'action publique axé sur la qualité et l'équité 	Le développement des capacités des OSC comme une priorité transversale dans les appuis sectoriels pertinents
3.2 L'émergence de réseaux d'OSC structurées, compétentes, indépendantes et crédibles est facilitée au niveau national, local, et sectoriel.	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des mécanismes de gouvernance interne leur permettant d'être davantage crédibles, représentatives et légitimes dans leurs actions et leurs interactions avec les autorités. Les efforts apportés à la gouvernance interne (renforcement des capacités, transparence et information, chartes éthiques) favoriseront l'équité de genre dans les organes dirigeants des organisations. Une attention particulière sera prêtée à leurs orientations stratégiques, la relation réseau-membre et leurs rôles respectifs (redevabilité entre les membres), l'élaboration d'un plan stratégique mesurable, etc. - Appuyer l'émergence et la consolidation de groupes de réflexion (think tank), d'espaces d'échange et de concertation entre les OSC, dans les secteurs retenus. Un accent particulier sera mis sur les OSC et les réseaux d'OSC de jeunes et de promotion de l'égalité de genre et des droits humains. 	<p><u>UE</u> : Programme thématique OSC-appels à propositions et mesures d'accompagnement</p> <p>Programme HIBISCUS</p> <p>(Axe 1) : Les capacités des OSC sont renforcées en termes de fonctionnement, de gouvernance interne et de recherche de financements.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la production, l'accès à l'information, la capitalisation et la diffusion de l'information pertinente, des connaissances aux OSC et aux outils modernes de communication, une attention particulière sera faite aux nouveaux acteurs de la société civile (bloggeurs, réseaux sociaux) - Explorer comment mieux connecter les réseaux thématiques des OSC aux faitières de nature plus globale (soutenir l'accès à des formations internationales). - Assurer une meilleure communication et coordination entre les OSC basées à Bamako et celles dans les régions et les communes. - Renforcer et accompagner la structuration/constitution des OSC de jeunes et des femmes en réseau/collectif/plateforme au niveau des régions et au niveau national. - Consolider les OSC implantées dans les régions capables d'être des interlocuteurs crédibles, de gérer des subventions et à même d'appliquer une stratégie de développement local dans un nombre important de communes en incluant l'ensemble des acteurs locaux. 	<p>(Axe 2) : appui aux quatre niveaux de la société civile sur les thématiques de la gouvernance locale et du genre (y inclus des appuis souples et évolutifs pour les acteurs émergents sur les réseaux sociaux et les blogs perçus comme influents dans les zones de couverture du projet).</p> <p><u>Danemark</u> : FAMOK (2018-2022)</p> <p><u>France (SCAC)</u> : PISCCA et (AFD); coopération bilatérale ONGI/OSC</p> <p><u>Belgique</u> : coopération bilatérale ONGI/OSC</p>
3.3 La viabilité financière de la société civile locale est renforcée par le biais de mécanismes durables de financement.	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la réflexion sur un mécanisme de financement et de gestion des fonds destinés aux OSC conforme au droit et au paysage institutionnel malien, en vue de proposer et valider une option avec la société civile et le groupe UE/EM/Suisse/Norvège et le Gouvernement. 	<p><u>UE</u> : Programme HIBISCUS (Axe 3) : Un cadre d'appui aux OSC harmonisé et aligné sur le droit national est établi dans la durée.</p>

PARTIE III– SUIVI DU PROCESSUS ET DE LA STRATÉGIE

OBJECTIVES DE L'ENGAGEMENT DE L'UE/EM/SUISSE/NORVÈGE ENVERS LA SOCIÉTÉ CIVILE		INDICATEURS DE RÉSULTATS	CIBLE	INFORMATIONS DE BASE (SI DISPONIBLE)	SOURCES D'INFORMATION ET MOYENS DE VÉRIFICATION
1. Promouvoir un environnement propice pour la société civile, la préservation de la Paix et la cohésion sociale	1.1 Des efforts de dialogue sont déployés par l'UE/Suisse /Norvège afin de promouvoir un environnement propice à la société civile au Mali	<p>Nombre de réunions régulières du dialogue structuré européen (niveau 3 : dialogue politique) sur des thématiques liées à l'environnement propice dans lequel évoluent les OSC maliennes</p> <p>Nombre de propositions d'amendements du cadre juridique formulées suite à des initiatives appuyées par le Dialogue structuré européen UE/EM/Suisse/Norvège (DSe)</p> <p>La société civile malienne opère dans un environnement qui maximalise sa participation et sa contribution au développement</p>	<p>Au moins une réunion par an du DSe incluant l'environnement propice parmi les thèmes abordés est organisée.</p> <p>Toutes les propositions concrètes (de plaidoyers, de dialogues ou autres) identifiées lors des DSe sont appuyées dans la période couverte par la FdR</p> <p>Des améliorations sont atteintes au niveau des 6 dimensions analysées pour l'indice CIVICUS²⁹ dans la période couverte par la FdR</p>	<p>Le dialogue UE/PTF avec la société civile est intermittent. Il est nécessaire de favoriser la connaissance mutuelle et les relations de travail entre l'UE/EM/pays associés (Suisse, Norvège) et la société civile malienne, ainsi que développer une approche cohérente et coordonnée en matière d'appui et de dialogue concernant la SC malienne.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - PV rapport du DSe - Listes de présence des OSC invitées au DSe -Rapports sur le dialogue politique UE/EM/Suisse/Norvège avec le Gouvernement -Les rapports externes sur les conditions de la SC au Mali (CIVICUS, ICNL et rapports régionaux) - Document de propositions des nouvelles lois et leurs décrets d'application -Publication au Journal officiel -Compte rendu des travaux parlementaires -Médias (journaux, TV, radio, etc.)

²⁹ Alliance mondiale pour la participation citoyenne. 6 dimensions : constitution des OSC, fonctionnement des OSC, liberté de réunion, liberté d'expression, accès aux ressources, relation entre la société civile et le Gouvernement.

	<p>1.2 La promotion du genre est placée au centre des priorités des responsabilités du Gouvernement</p>	<p>Nombre de dialogues politiques par an entre l'UE/EM/Suisse/Norvège et le Gouvernement dans lesquels ont été soulevées des questions liées à l'égalité des sexes, (notamment l'application effective de la loi n°2015- 052 sur le quota des 30% au profit des femmes dans les postes nominatifs et électifs, la mise en œuvre du plan d'action national sur la mise en œuvre de la résolution 1325 et le déblocage du projet de loi contre les violences basées sur le genre (VBG)).</p> <p>Nombre de rencontres dans le cadre du DSe avec les OSC actives dans le domaine des droits des femmes pour discuter les questions liées à l'égalité des genres, et l'implication des femmes dans le Processus issu de l'Accord de Paix et de la situation du genre.</p> <p>Nombre d'initiatives appuyées par l'UE/EM/Suisse/Norvège, visant la participation des femmes au processus électoral et l'impact de leur leadership par an, au niveau national et local</p>	<p>Au moins un dialogue politique par an entre l'UE/EM/Suisse/Norvège et le Gouvernement incluant l'égalité de genre parmi les thèmes abordés</p> <p>Au moins une réunion par an du DSe incluant l'égalité de genre parmi les thèmes abordés est organisée (niveau 3)</p> <p>Au moins deux actions financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège, visent à promouvoir la prise en considération de la dimension genre et les jeunes dans le processus électoral</p>	<p>Il existe des fortes inégalités notamment dispositions législatives discriminatoires, prévalence des mariages forcés et des mariages précoces, persistance des mutilations génitales féminines malgré leur incrimination depuis 1996, pratiques coutumières discriminatoires envers les femmes qui les empêchent de posséder des terres et d'hériter de leur mari, etc.). La loi n° 2015 - 052 du 18 décembre 2015 qui vise à établir un équilibre dans la représentation des femmes et des hommes (30%) dans les instances de décision, subit des fortes oppositions, ce qui constitue un frein à l'instauration d'une véritable culture juridique en faveur de l'égalité de droits entre femmes et hommes</p>	<p>-Rapports sur le dialogue politique UE/EM/Suisse/Norvège avec le Gouvernement</p> <p>- PV rapport du DSE (dédié aux questions liées au genre)</p> <p>- Listes de présence des OSC invitées au DSE</p> <p>-Les rapports alternatifs genre (CEDEF)</p> <p>- Document de propositions de nouvelles lois et leurs décrets d'application.</p> <p>-Publication au Journal officiel</p> <p>-Compte rendu des travaux parlementaires</p> <p>-Médias (journaux, TV, radio, etc.)</p>
	<p>1.3 La société civile participe activement à la mise en</p>	<p>Nombre de dialogues politiques dans lesquels participent des</p>	<p>Les OSC participent au moins dans 20 dialogues au niveau</p>	<p>La mise en œuvre de l'Accord pour la Paix</p>	<p>-Rapports sur les dialogues politiques</p>

	œuvre de l'Accord pour la Paix et la réconciliation du Mali issu du processus d'Alger dans une optique de préservation de la stabilité notamment dans les régions du nord et du centre	<p>OSC (en particulier en représentation des jeunes et des femmes) dans le suivi de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la réconciliation et la lutte contre l'impunité des violations des droits humains</p> <p>Nombre d'initiatives appuyées par l'UE/EM/Suisse/Norvège, visant des mécanismes de coordination entre les Forces de sécurité intérieure (FSI) et la société civile malienne</p> <p>Nombre d'initiatives associant les OSC appuyées par l'UE/EM/Suisse/Norvège visant des actions de préservation de la sécurité/paix, de renforcement de la cohésion sociale et du vouloir vivre ensemble</p>	<p>national/local dans le cadre d'initiatives financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège en lien avec l'Accord pour la Paix ou autre.</p> <p>Au moins deux actions par an, financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège, visant des mécanismes de coordination entre les Forces de sécurité intérieure (FSI) et la société civile malienne</p> <p>Au moins quatre actions par an associant des OSC financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège, visant des actions de préservation de la paix et cohésion sociale</p>	<p>avance lentement. La faible présence de l'appareil d'État dans les régions Nord et Centre fait qu'il n'est pas vu comme un recours fiable pour dénoncer les cas de violation des droits humains. Il règne un sentiment général d'impunité dû à une justice inefficace à la suite de crimes ou exactions (commises par les forces de défense et de sécurité, et autres)</p>	<p>- PV rapport du DSe (dédié aux questions de sécurité, paix, stabilité)</p> <p>- Listes de présence des OSC invitées au DSe</p> <p>-Les rapports faisant le point le point sur l'exécution des engagements pris aux termes de l'Accord.</p> <p>- Rapports EUCAP Sahel Mali projet de rapprochement Forces de sécurité intérieure (FSI) et la société civile.</p> <p>-Médias (journaux, TV, radio, etc.)</p>
2. Appuyer une meilleure gouvernance sectorielle, participative et inclusive prenant en considération les secteurs identifiés dans la PCe	2.1 La participation au processus de décision de la société civile (en particulier les femmes et les jeunes) est appuyée, notamment dans les cadres existants de dialogue État-société civile au niveau sectoriel, national et local	<p>Les OSC identifiées sont renforcées dans leurs capacités d'action (voir objectif 3.2)</p> <p>Les OSC au niveau local/régional sont impliquées dans la gouvernance locale</p>	<p>Au moins quatre politiques sectorielles par an reflètent des contributions de la part des OSC spécialisées dans le cadre des initiatives financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège</p> <p>Nombre de politiques sectorielles/plans de développement locales/locaux/budgets locaux reflétant des contributions et suivi par des OSC (lié à l'objectif 1.1</p>	<p>Une véritable culture de la redevabilité de la part du gouvernement reste à asseoir. Il est nécessaire une identification des rôles possibles des OSC dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des approches sectorielles (appui budgétaire, appui budgétaire sectoriel, aide projet). Dans ce sens, un effort doit être fait pour améliorer la connaissance de ces nouveaux acteurs de</p>	<p>- PV des dialogues</p> <p>-Listes des OSC invitées aux cadres de concertation (groupes sectoriels/clusters),</p> <p>-Rapports de suivi de programmes sectoriels _ sur la participation transversale des OSC dans les différents secteurs (Agriculture/Santé/ Sécurité</p>

		<p>Proportion de femmes et de jeunes travaillant dans ces OSC (y compris les faïtières régionales)</p> <p>Nombre d'initiatives financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège, visant la participation des acteurs émergents de la société civile notamment les femmes et les jeunes (bloggers, acteurs des réseaux et médias sociaux) au processus de dialogue inclusif autour des politiques sectorielles</p>	<p>DSe niveau 1 dialogues techniques sectoriels) avec l'appui de l'UE/EM/Suisse/Norvège</p> <p>Augmentation de la proportion de femmes et de jeunes travaillant dans ces OSC (y compris les faïtières régionales)</p> <p>Au moins deux actions par an, financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège, visant à promouvoir la prise en compte des acteurs émergents de la société civile notamment les femmes et les jeunes comme citoyens et citoyennes actifs et actives</p>	la SC capables d'influencer la gouvernance et la performance des politiques sectorielles, aux niveaux central et local.	<p>alimentaire/ Eau/ Protection sociale, etc.)</p> <p>- Rapport des OSC et plateformes des jeunes, des femmes, des PH, des OSC DH, etc.</p> <p>-Compte-rendu des réunions des collectivités</p> <p>--Rapports annuels des OSC impliquées dans les initiatives</p> <p>-Rapport du programme HIBISCUS</p> <p>-Débats/articles dans les médias.</p>
	2.2 La société civile est appuyée pour assurer un meilleur suivi de la gestion des finances publiques à tous les niveaux et pour lutter contre la corruption	<p>Nombre d'actions financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège visant le suivi de la gestion des finances publiques /amélioration de la transparence et de la redevabilité sociale, etc.</p> <p>Nombre d'OSC dont les capacités en matière de suivi du processus budgétaire sont renforcées par des d'actions financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège</p>	<p>La redevabilité et la transparence de la gestion publique s'améliorent à travers le lancement de 10 actions de la part de l'UE/EM/Suisse/Norvège</p> <p>L'expertise de ces OSC est reconnue et utilisée par les pouvoirs publics locaux et nationaux.</p>	La corruption reste un obstacle majeur au développement économique et social. La SC est appelée à jouer un rôle grandissant dans le suivi de la transparence de la gestion des finances publiques	<p>-Publications des OSC</p> <p>-Rapports annuels des OSC impliquées</p> <p>-Rapport de suivi des appuis budgétaires</p> <p>-Débats/articles dans les médias (TV, radio, réseaux sociaux, etc.).</p>
3. Soutenir le renforcement des	3.1 Les capacités des OSC sont renforcées pour leur	Pourcentage de crédits réservés dans les différents programmes	Au moins 10% du budget des initiatives de	La crédibilité des OSC et leur capacité d'influence	Rapports de suivi de programmes

contributions des OSC au processus de développement et de gouvernance	permettre de s'ériger en tant qu'acteurs de gouvernance et développement dans les secteurs prioritaires de la Programmation NDICI.	ou appuis sectoriels (l'UE/EM/Suisse/Norvège) afin d'appuyer le renforcement des capacités des OSC travaillant dans le domaine des droits humains, le dialogue, le plaidoyer, les compétences des OSC maliennes	l'UE/EM/Suisse/Norvège appuient le renforcement des capacités des OSC à travers des ateliers de renforcement des capacités, des analyses, des réseaux, des recherches, des actions de monitoring, etc.	reposant sur la pertinence de leur positionnement et sur l'efficacité des actions qu'elles mènent vis à vis des bénéficiaires. Leur accompagnement technique et le renforcement de leurs capacités sont un préalable à leur engagement sectoriel, tout aussi bien au niveau local comme national.	sectoriels qui prouvent la participation transversale des OSC dans les différents secteurs Rapports annuels des OSC
	3.2 L'émergence de réseaux d'organisations de la société civile structurés, compétents, indépendants et crédibles est facilitée au niveau sectoriel	<p>% d'OSC financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège qui mettent en place des mécanismes de gouvernance interne leur permettant d'être davantage crédibles, représentatives et légitimes dans leurs actions et leur interaction avec les autorités</p> <p>Nombre de plans d'actions stratégiques élaborés par les organisations faitières/ réseaux/ etc. ayant été appuyés par le l'UE/EM/Suisse/Norvège</p> <p>Nombre de documents d'analyse/suivi/contribution concernant les politiques publiques produits par la société civile et issus d'actions financées par le l'UE/EM/Suisse/Norvège</p>	<p>Au moins 10% OSC appuyées par EU/EM mettent en place des mécanismes de gouvernance interne dans le cadre des initiatives financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège</p> <p>Au moins 1 faitière par secteur de dialogue des OSC développe des plans d'actions stratégiques dans le cadre des initiatives financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège</p> <p>Au moins quatre documents d'analyse/suivi/contribution concernant les politiques publiques produits par la société civile et issus d'actions financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Rapports annuels des OSC - Rapport du programme HIBISCUS -Compte rendu des revues sectorielles annuelles -Rapports des opérateurs de formation partenaires -Débats/articles dans les médias (TV, radio, presse, réseaux sociaux, etc.).

		Nombre de coalitions multi-acteurs OSC-monde académique / Recherche émergeant sur des enjeux concrets (suivi des processus budgétaires, gestion des ressources naturelles, etc.) et issues d'actions financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège	Au moins deux coalitions dans le cadre des initiatives financées par l'UE/EM/Suisse/Norvège		
	3.3 La viabilité financière de la société civile locale est renforcée par le biais de mécanismes durables de financement	Existence d'une étude indépendante indiquant les modalités de financement favorisant l'autonomie des OSC et la possibilité de la mise en place d'un mécanisme de financement destiné aux OSC conforme au droit et au paysage institutionnel malien, validé par la société civile et UE/EM/Suisse/Norvège et le Gouvernement	Les OSC ont à leur disposition un cadre fonctionnel de financement potentiel qui est enregistré en droit malien et qui bénéficie de contributions des PTF et/ou du Gouvernement	La problématique de financement des OSC au Mali est une question récurrente. De nombreuses OSC n'ont pratiquement pas d'accès à des ressources financières. Il n'existe pas de cadre d'appui aux OSC harmonisé et aligné sur le droit national	Rapport d'une étude indépendante concernant les sources de financement des OSC locales - Rapport du programme HIBISCUS

PARTIE IV – ANNEXES ET RÉFÉRENCES

ANNEXE 1 : LE PROCESSUS

Quelle a été l'implication des États membres et autres partenaires signataires dans le processus de la FdR ?	Tous les membres de l'UE présents au Mali (Allemagne, France, Danemark, Luxembourg, Belgique) ont été engagés dans la première version de la FR en 2014-2017 et la deuxième version 2018-2020. Pour la révision 2021-2024 de la FdR, plusieurs réunions ont été organisées avec les représentants des EM, la Suisse et la Norvège afin de revoir les priorités pour l'engagement de l'UE et convenir ensemble des actions/initiatives à soutenir et des moyens à déployer pour atteindre les résultats attendus.
Quels mécanismes sont en place pour garantir la participation des UE + à la mise en œuvre et au suivi de la FdR ?	Un Dialogue structuré européen (UE/EM/Suisse/Norvège) a été établi dans le cadre du suivi de la FdR (2021-2024). Les chefs de mission et de coopération de l'UE/EM/Suisse/Norvège se coordonnent également en ce qui concerne les aspects politiques et ceux liés aux droits humains

Quelles consultations avec les OSC ont été organisées ? Quels types d'acteurs étaient impliqués ? Quels mécanismes, le cas échéant, ont été utilisés pour garantir un processus inclusif ?	Une enquête a été lancée en octobre 2020 auprès de 103 OSC/ONGI, comprenant des questions liées à la fois à la mise à jour de la FdR ainsi que les rôles de la société civile dans les secteurs du développement dans le cadre de la nouvelle programmation. Un rapport sur les résultats de cette enquête a été rédigé en novembre 2020. Il a servi comme base pour l'élaboration de la nouvelle FdR 2021-2024.
Quels mécanismes sont mis en place pour poursuivre le dialogue avec les OSC ? Quels mécanismes, le cas échéant, seront utilisés pour garantir un dialogue inclusif ?	Des réunions régulières dans le cadre du DSe (UE/EM/Suisse/Norvège) sur la société civile pour discuter des questions à la fois techniques (cycle de programmation, programmes des secteurs de concentration, etc.) et politiques (environnement propice, sécurité, etc.). Un effort sera fait pour identifier des acteurs clés de la société civile sectorielle (cartographies sectorielles sensibles au genre, objectif n°2.1) afin d'aller au-delà des interlocuteurs classiques, les ONGI et les grandes faïtières de la capitale, etc. Des réunions conjointes entre les sections politiques et de coopération sur le dialogue et l'appui à la société civile se tiendront pour maintenir une compréhension commune de la société civile malienne.
Comment la FdR est-elle intégrée / coordonnée avec le processus de la programmation conjointe ?	<p>La rédaction de la nouvelle feuille de route a été effectuée en étroite coordination avec la préparation de la nouvelle programmation 2021-2025, les Team Europe initiatives (Stabilisation et Jeunesse), ainsi que la stratégie européenne de programmation conjointe 2021-2024 signée en juillet 2020.</p> <p>La FdR prend également en compte les leçons tirées de la mise en œuvre de la FdR précédente, les derniers développements en matière d'environnement propice pour les OSC, l'Agenda 2030 et les ODD, les six nouvelles priorités thématiques de la Commission pour la période 2019-2024.</p>

Quel est le lien entre la FdR et les autres processus nationaux, y compris les stratégies nationales relatives aux droits de l'Homme et à la démocratie, le plan d'action sur le genre, etc. ?

Pendant la mission de mise à jour, une réunion a eu lieu avec la section politique afin d'assurer la cohérence avec la stratégie pays des droits humains.

La stratégie de la FdR intègre l'approche basée sur les droits, ce qui implique passer d'un paradigme de la coopération au développement basé sur les besoins à un paradigme basé sur les droits. Le renforcement des capacités des OSC pour appliquer l'approche basée sur les droits permettra la concrétisation de ces droits dans les dialogues sectoriels et la représentation des voix plus marginalisées et moins représentées.

Le plan d'action genre de l'UE pour la période 2016-2026 qui met l'accent sur l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que (i) question de droits humains, (ii) fondement de base des sociétés démocratiques et de la bonne gouvernance, et (iii) socle d'un développement durable et inclusif, ont été également pris en compte. Au Mali, les OSC contribuent pour beaucoup dans l'atteinte des résultats attendus de ces trois priorités : outre les projets liés à la promotion des droits humains (y inclus la lutte contre les violences liées au genre), les OSC s'impliquent beaucoup dans la promotion de l'autonomisation des femmes et à leur leadership. L'objectif 1.2 de la présente FdR vise de mettre la promotion du genre au centre des priorités des responsabilités du Gouvernement.

ANNEXE 2:

Le Danemark appuie la société civile au Mali avec le Fonds d'Appui Aux Moteurs du Changement (FAMOC)³⁰ lancé en 2018 dont la fin est prévue mi-2022. Ce fonds vise la jeunesse et une société civile nouvelle, notamment en favorisant des initiatives innovatrices qui jouent un rôle crucial en appuyant le renforcement du leadership des jeunes et leur participation auprès des autorités publiques, en appuyant les médias à traiter les thèmes ayant trait à la gouvernance et la citoyenneté active, la lutte contre la radicalisation politique, la prévention des gestions et la résolution de conflits ainsi que la promotion des droits humains. Il se centre sur les organisations émergentes, notamment de groupements formels et informels. Cette flexibilité lui permet de recruter des individus qui ont des idées innovatrices dans la gouvernance, les médias et la gestion des conflits. Ils appuient aussi un fonds d'appui de création de PME « start-up » par des jeunes (FACEJ)³¹, des filières agricoles inclusives (INCLUSIF), ainsi qu'un autre programme où ils associent 11 jeunes à leur revue à mi-parcours pour qu'ils contribuent avec leurs analyses, et ils organisent des déjeuner pour qu'ils rencontrent le Ministre de la jeunesse et des sports.

La Suède considère la société civile comme un acteur important de changement pouvant jouer un rôle majeur dans la promotion de la reddition des comptes et du développement démocratique. Plusieurs canaux sont utilisés pour financer les actions et initiatives de la société civile sur différentes thématiques incluant, entre autres, les droits humains et la démocratie, les ressources naturelles et les changements climatiques et la sécurité humaine. Les bénéficiaires de ces canaux de financement incluent les organisations non-gouvernementales internationales, les réseaux d'OSC maliennes, les agences des Nations-Unies et les agences gouvernementales maliennes.

L'action de **la France** en matière d'appui à la société civile malienne s'articule autour de 5 axes majeurs :

Un accompagnement technique et financier, piloté par le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Mali, via l'instrument d'appui aux Projets Innovants des Sociétés Civiles et des Coalitions d'Acteurs (PISCCA). Ce dispositif de financement s'adresse aux organisations de la société civile (OSC) de droit malien (associations, réseaux d'associations, coopératives, etc.). Les partenaires déploient des projets à un échelon local dans une perspective de proximité marquée avec les populations bénéficiaires. Un appel à projets est lancé tous les deux ans avec une enveloppe globale biannuelle d'environ 500.000€.

L'appel à projets lancé en 2018 visait les associations et réseaux d'associations qui interviennent auprès de la jeunesse et des jeunes filles en particulier. Les priorités dégagées mettaient l'accent sur l'amélioration des droits sociaux, économiques et culturels, la protection de l'enfance vulnérable (handicap, situation de détresse...) ou la formation et la sensibilisation des jeunes aux principes de la citoyenneté. De nombreuses associations féministes ont bénéficié d'un financement au titre de ce PISCCA pour des projets de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) ou de promotion de l'éducation des jeunes filles.

L'appel à projets lancé en 2020 cible des associations dites « vertes » engagées dans la protection de l'environnement et dans la lutte contre les changements climatiques. Promouvant des modes alternatifs et écoresponsables d'exploitation des cultures ou instigatrices d'un processus de restauration de l'environnement local, elles mèneront leurs activités jusqu'au terme de l'année 2021. En 2022, l'appel à projets pourrait cibler des associations porteuses de projets sensibles à la démocratisation, la participation citoyenne, et/ ou au genre.

En adéquation avec les composantes de sa diplomatie féministe, la France appuie le renforcement des capacités des OSC féministes via le Fonds de soutien aux organisations féministes du Sud, financé par l'Agence Française de Développement (AFD). Un consortium d'OSC est en cours de constitution pour porter l'appel à projets auprès des OSC maliennes à horizon début 2021. Un appel à projets genre Sahel transitant

³⁰ www.famoc.org

³¹ www.facej.org

par Expertise France ambitionne de soutenir, à hauteur de 5 millions d’euros sur trois ans, des OSC engagées sur les questions de promotion des droits des femmes et d’égalité femmes-hommes. En filigrane dans l’intégralité de ses projets de coopération en matière de société civile, d’éducation ou d’échanges culturels et linguistiques, le marqueur « genre » devient alors une variable indiscutable des projets soutenus par la France au Mali.

L’AFD diversifie son appui à la société civile malienne. En passant par des organisations françaises ou internationales qui mettent en œuvre des projets nationaux ou régionaux, l’AFD se repose sur des OSC locales qui mènent des activités de terrain au plus proche des réalités et des nécessités. Le renforcement des capacités techniques ou de plaidoyer (questions de genre, de promotion des droits des travailleurs, d’une agriculture durable) des OSC locales, à la fois maîtres d’ouvrage et bénéficiaires des projets, reste une constante des projets de l’AFD. L’action des collectivités territoriales et du secteur privé est également encouragée par l’AFD. Dans le cadre d’un projet en bi-partenariat avec l’UE et mis en œuvre par l’agence belge de coopération (ENABEL), l’AFD soutient un programme d’appui et de valorisation de la filière halieutique (PAFHA)³². L’AFD soutient les filières agricoles les plus porteuses (Programme appui à la relance des filières agricoles)³³, les appuyant sur toutes les étapes (formation, accès aux intrants, stockage, commercialisation et transformation) ainsi qu’améliorant la gouvernance dans la filière en renforçant les capacités des organisations paysannes.

En matière d’appui au dialogue politique, l’Ambassade de France organise des réunions régulières sous format ouvert (petits déjeuners, tables rondes, entretiens...) dans lesquelles médias influents, intellectuels, leaders d’opinion, artistes ou encore personnalités engagées peuvent échanger avec les autorités françaises. Des appuis ponctuels (le collectif de bloggeurs Benbere, l’Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) ...) viennent matérialiser cette participation à l’émancipation des formes de dialogue citoyen et démocratique.

Les associations culturelles, compagnies ou groupes d’artistes bénéficient par ailleurs du rayonnement qu’offre l’Institut Français du Mali pour la diffusion des productions artistiques et des messages afférents.

Via son programme de bourses (doctorales, d’excellence, administrative ou judiciaire), la coopération dans l’enseignement supérieur et la recherche se poursuit chaque année, ainsi plus de 3.300 maliens étudient en France. Enfin, en matière de dialogue structuré, la France participe aux groupes de coordination et de travail des partenaires techniques et financiers présents au Mali.

Les Pays-Bas appuient plusieurs OSC dans les secteurs de la justice, de la gouvernance, de la gestion de l’eau et la sécurité alimentaire, et la santé reproductive et les droits sexuels. Cet appui suit une logique de renforcement du contrat social. Ainsi elle prévoit dans tous ces secteurs de permettre d’un côté à l’État de fournir des services de qualité et de respecter les droits fondamentaux et de l’autre d’accompagner les populations à les réclamer en jouant leur rôle de citoyen.

L’Allemagne appuie la société civile malienne avec divers lignes budgétaires d’une manière plutôt indirecte par les agences techniques allemands et les ONGI allemandes, à l’exception d’appuis ponctuels directs à des petites initiatives de développement ou culturelles. Les OSC maliennes sont bénéficiaires de partenariats avec leurs homologues de la société civile allemande, quelquefois de longue date, qui sont eux-mêmes soutenus par l’instrument budgétaire de financement direct des activités de la société civile allemande en matière de la coopération au développement.

En ce qui concerne les secteurs d’activités des partenariats d’OSC germano-maliennes, ceux-ci portent en particulier sur l’agriculture (sécurité alimentaire, développement rural), l’éducation (en particulier l’alphabétisation fonctionnelle des adultes), l’accès à l’eau et l’amélioration de l’hygiène publique, l’égalité des genres et les droits de la femme ainsi que la paix et la réconciliation nationale (programme d’appui à la

³²

³³ <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/appui-la-relance-des-filieres-agricoles>

paix et la stabilisation). Par ailleurs, les églises catholiques et protestantes allemandes sont présentes dans le développement au Mali, à travers leurs organisations spécifiques. Elles s'investissent aussi dans des partenariats avec les OSC maliennes majoritairement financés par l'état allemand. Les fondations non-lucratives des partis politiques au niveau fédéral allemand s'engagent aussi en matière de renforcement des capacités de la société civile malienne avec des fonds du Ministère de la Coopération Économique et du Développement.

La Belgique n'appuie pas directement la société civile malienne (à l'exception d'appuis ponctuels à de petites initiatives, souvent culturelles ou liées aux droits humains). L'aide belge au développement profite par contre aux OSC locales via des OSC belges, les Nations-Unies ou des projets bilatéraux de Enabel. Les programmes en cours sont : le programme d'appui au processus de décentralisation concentré sur une seule région (Koulikoro) (2016-2019/2021). Le projet est mis en œuvre par Enabel qui renforce les capacités des élus locaux et la gestion des affaires courantes (recouvrement des impôts, des taxes, amélioration des services d'état civil, etc.) et la participation des organisations communautaires (OCB) pour une gouvernance locale inclusive. Le programme est dirigé notamment aux femmes et aux jeunes. Le programme d'appui à la filière halieutique qui veut l'émergence et le développement de la pisciculture dans la région de Sikasso, qui compte un pourcentage élevé d'enfants souffrant de malnutrition. La 1ère phase était mise en œuvre et financée par la Belgique dans la région de Sikasso. La Belgique a changé de région prioritaire à Koulikoro. Les phases 2 et 3 ont été reprises par des financements de l'UE bien que la mise en œuvre soit encore réalisée par ENABEL (à travers une coopération de délégation).

L'Espagne finance des appels à propositions pour des projets de développement et humanitaires destinés aux ONG espagnoles qui opèrent au Mali et dans la sous-région du Sahel. Dans ce cadre, l'Espagne a établi des liens étroits avec une série d'OSC maliennes qui sont régulièrement consultées, afin de renforcer l'appropriation locale lors de la conception des projets de développement des ONG espagnoles dans les domaines du développement rural et sécurité alimentaire, de la santé reproductive et la promotion des droits des femmes (lutte contre les violences basées sur le genre et autonomisation économique). L'Espagne a aussi signé une Coopération déléguée avec le Fonds fiduciaire d'urgence (FFUE-OIM) pour la création de petites opportunités économiques (Kayes, Sikasso, Koulikoro) de protection et réintégration des migrants, qui cible la migration irrégulière des jeunes. 50 microprojets ont été mis en œuvre par des OCB, des associations de jeunes au niveau de Bamako et au niveau régional. Cette expérience pilote a été positive. Elle a permis d'atteindre diverses associations de jeunes et leurs communautés au niveau des régions.

La Suisse soutient la société civile à travers sa stratégie de coopération qui combine les trois instruments de sa politique étrangère Suisse : coopération Internationale au développement, l'aide humanitaire et la politique de Paix. Tous ces instruments intègrent la dimension « la société civile ». Le soutien de la Suisse aux acteurs de la société civile consiste au renforcement de leur capacité afin d'assurer l'émergence d'une société civile active et interpellatrice aux côtés des collectivités territoriales et des autres décideurs. La Suisse collabore aussi bien avec les OSC nationales qu'avec les ONGI sur diverses thématiques : sécurité alimentaire et développement économique, emplois et revenus des femmes et des jeunes, renforcement de la cohésion sociale, la protection et l'amélioration des moyens d'existence des populations, processus électoraux et participation citoyenne, lutte contre la corruption, animation sociale transfrontalière, redevabilité des décideurs, etc. L'appui de la Suisse aux OSC consiste au dans des partenariats dans le long terme pour apporter un changement durable dans les conditions de vie des populations. Pour cela, la durée des projets et des programmes varie entre 10-12 ans avec des phases d'exécution de 4-5 ans.

La Norvège travaille également avec la société civile malienne de façon transversale via des ONGI comme l'Aide de l'Église norvégienne, la Fondation Stromme, Red Barna (section norvégienne de Save the Children), etc., qui sont appuyées directement par le Ministère des affaires étrangères à travers de NORAD (Agence norvégienne de développement et de coopération) dans le cadre du Plan stratégique du Sahel qui couvre Mali, Niger, Mauritanie, Tchad, Burkina Faso et certaines parties du nord-est du Nigéria, 2018-2020³⁴. Les

³⁴ Pour le Mali, les cinq domaines prioritaires sont : éducation, santé reproductive, dans le but d'améliorer la santé et les droits des femmes, le changement climatique, environnement, le développement de l'entrepreneuriat, agriculture et énergies renouvelables et l'aide humanitaire.

droits humains, le genre ainsi que la lutte contre la corruption, sont également des thématiques prioritaires pour la Norvège. En matière de genre, ils travaillent pour une participation accrue des femmes (Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des NU) dans le Comité de suivi des Accords de Paix, les violences basées sur le genre, la participation et l'autonomisation des femmes comme la seule voie viable à une paix et une sécurité durable, etc. Les fonds sont canalisés via des Agences des NU (notamment PNUD, UNFPA et ONU Femmes) ainsi que la MINUSMA. La Norvège contribue également au Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière, et elle est partie prenante dans la discussion visant à utiliser ce fonds pour développer une capacité de résilience et renforcer les communautés locales. La Norvège démarre une nouvelle programmation 2021-2024. Elle a l'intention d'appuyer des acteurs émergents de la société civile qui soient en mesure d'interpeler les autorités et leur demander des comptes.

ANNEXE 3 : SOURCES PERTINENTES POUR APPROFONDIR LA COMPRÉHENSION DE LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE MALIENNE ET L'ENGAGEMENT DE L'UE /EM /SUISSE /NORVÈGE AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE.

- Programmation Conjointe européenne au Mali 2020-2024
- Trois *Team European Initiatives* : « Environnement et changement climatique », « Stabilisation du territoire au travers d'un meilleur fonctionnement de l'État » et « Faire de la jeunesse un acteur du changement et du développement du Mali » (2020).
- Feuilles de route de l'UE pour l'engagement de la société civile au Mali pour la période 2014-2017 et 2018-2020.
- Rapports d'évaluation de la mise en œuvre de la Feuille de route 2018-2020 (2018 et 2019)
- Étude de capitalisation du PAOSC II (2019)
- Cartographie des organisations de la société civile au Mali (2014)